



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

22 juin 2016

Le face-à-face entre le gouvernement et l'Assemblée nationale occupe un espace important dans l'actualité politique. A en juger par les messages de félicitations de plusieurs députés, le rapport d'activité du « gouvernement de combat », présenté par le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly a été à la hauteur des attentes. Sur le plan social, le litige foncier opposant la société chinoise Jiuxing Mines et les riverains de Soamahamanina dans la région Itasy, continue d'accaparer les colonnes des quotidiens.

Assemblée nationale

ECHOS POSITIFS DU RAPPORT D'ACTIVITE DU GOUVERNEMENT MAHAFALY

Le face-à-face entre le gouvernement et l'Assemblée nationale s'est déroulé hier. « Nous travaillons, et les choses avancent, mais ce sont les moyens qui manquent. Espérons qu'avec l'accès à la Facilité Elargie de Crédit (FEC), ce ne sera plus le cas », a soutenu le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly, hier, pour défendre son rapport d'activité. Dans son compte-rendu, le Chef du gouvernement n'a pas lésiner sur les détails : début de travaux de réhabilitation de routes, de salles de classes, approvisionnement en électricité, formations et renforcement de capacité, octroi de tables-bancs aux établissements scolaires,... Un accent particulier a été mis sur la lutte contre l'insécurité, dont les performances ont été soigneusement détaillées. En perspective, le locataire de Mahazoarivo compte augmenter le taux de croissance à 7% dans les trois prochaines années. La suppression progressive des subventions octroyées aux sociétés d'Etat ainsi que l'augmentation du taux de pression fiscale de 10 à 12% sont envisagées. De manière générale, les députés ont témoigné de leur satisfaction par rapport aux réalisations du gouvernement. (**L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.3**)

- **Midi Madagasikara** a rapporté l'intervention de Christine Razanamahaso, députée issue du parti Miaraka Amin'ny Prezidà Andry Rajoelina (MAPAR), qui a profité de cette rencontre pour interpeller le gouvernement sur l'affaire Lylison René de Rolland. En réponse, le ministre de la Justice a déclaré que le Sénat a déjà reçu un rapport détaillé relatif à ce dossier. Il a aussi confirmé que l'élu du MAPAR est inculqué d'atteinte à la sûreté de l'Etat et que le flagrant délit a été retenu. (**p.**)
- « Les échanges entre le gouvernement et les députés ont été ennuyeux », souligne **L'Express de Madagascar**. Le quotidien regrette que les députés n'aient pas pleinement assumé leur rôle qui consiste à contrôler les actions de l'Exécutif. « Dans son rapport, le Premier ministre s'est contenté de faire état des réalisations de son gouvernement depuis ses deux mois de mandat. Aucune indication n'a été faite sur la manière dont est exécutée la Politique de Mise en Œuvre (PMO) de la Politique Générale de l'Etat (PGE) » critique-t-il. (**p.5**)
- **Madagascar-Laza** a relevé l'enthousiasme des députés suite à l'annonce de la construction d'une autoroute reliant Antananarivo à Toamasina, par le Premier ministre. Le Chef du gouvernement s'est encore abstenu de dévoiler les détails et le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



coût du projet, ni la date du début des travaux. Il a seulement précisé que la réalisation de cette infrastructure se fera en partenariat avec le gouvernement chinois. La déclaration a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements. (p.3)

- **Madagascar Matin** est le seul quotidien à soutenir que « la salle du palais de la démocratie à Tsimbazaza a connu une pluie de revendications », hier, malgré la présence de certains députés « lèches-bottes ». (p.2)
- « En se focalisant sur les détails, le Premier ministre a omis quelques points fondamentaux pendant la présentation du rapport d'activité », s'exprime **La Vérité**. Le quotidien attendait du locataire de Mahazoarivo qu'il touche un mot sur la lutte contre la corruption, qui se présente comme un obstacle au développement du pays. (p. 2)
- Partant d'une analyse du dialogue des institutions depuis la mise en place du régime Rajaonarimampianina, **La Gazette de la Grande île** constate avec dépit que « les députés perdent souvent leur temps dans les lamentations oiseuses et oublient sciemment de pointer du doigt les failles et défaillances constatées dans la conduite des affaires de l'Etat ». (p.3)

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016 : LES DEPARTEMENTS SOCIAUX PENALISES

Le projet de Loi de Finances Rectificative 2016 devrait passer au vote à l'Assemblée nationale, prochainement. Les dépenses publiques dans le cadre du Budget général seront ajustées à 7 123,3 milliards d'Ariary, contre 5 185,8 milliards d'Ariary dans la Loi de Finances Initiale 2016. Les nouvelles allocations de dépenses seront axées principalement sur la bonne gouvernance, la relance économique et l'accès aux services sociaux de base. Les dépenses liées aux Programmes d'Investissement Public (PIP) s'élèvent à 1 681,1 milliards d'Ariary, contre 1 646,1 milliards d'Ariary dans la LFI. 27,4% de ce budget seront alloués au secteur infrastructurel, notamment à la réalisation des travaux d'infrastructures liées à l'accueil du Sommet de la Francophonie et du Sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe ou COMESA. (Madagascar-Laza, p.2)

- « Les budgets des ministères en charge du secteur social ont connu une baisse considérable », note **L'Express de Madagascar**. Selon les précisions du quotidien, le budget alloué à l'éducation nationale accuse une baisse de 25,7 milliards d'Ariary par rapport au budget initial prévu. Dans la même lignée, celui de la santé publique a été amputé d'un montant de 29 milliards d'Ariary. Les budgets du ministère de l'Eau et même celui de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ont également été réduits. Seul le ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la Femme est épargné par cette mesure. (L'Express de Madagascar, p.7)
- **Midi Madagasikara** a démenti les affirmations de certains médias selon lesquelles la LRF 2016 a été soumise hâtivement à l'Assemblée nationale, le 20 juin. « Le projet de loi a été soumis à la Chambre basse le 16 juin », rectifie le quotidien, tout en précisant que la LFR devrait être adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat avant le 24 juin, pour être promulguée avant le 27 juin. (p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



POLEMIQUE AUTOUR DU PROJET DE CODE DE LA COMMUNICATION

Le Président du Sénat, Honoré Rakotomanana propose l'élaboration d'un projet ou d'une proposition de loi spéciale abrogeant ou modifiant l'article 20 de la Loi sur la cybercriminalité. « Cela peut se faire rapidement. Mais en attendant, je pense qu'il faut suspendre l'application de l'article. Cela peut se faire », a-t-il avancé au cours d'un débat sur une chaîne privée de la capitale. A titre de rappel, le retrait de la disposition devant abroger l'article 20 du texte sur la cybercriminalité, dans le projet de Code de la communication soumis au Parlement, a soulevé un tollé général. Les acteurs de la presse exigent en effet que l'abrogation soit insérée dans le Code de la communication, en n'omettant pas de rappeler que cela a fait l'objet d'un consensus durant les consultations sur l'élaboration du texte, l'an dernier. (La Vérité, p.2)

- *Selon le politicien Vaovao Benjamin, la rétention d'information par les autorités amène les journalistes à publier des informations non recoupées. Il a, pourtant, rappelé que « les journalistes sont les avocats du peuple ». Ainsi, il les a incité à « émettre les informations en temps réel et oser critiquer les dirigeants et les politiciens », mais « dans le respect ». (Midi Madagasikara, p.3)*

Politique interne

REMBLAI DU MARAIS MASAY : LALAO RAVALOMANANA MONTE AU CRENEAU

Le 15 juin dernier, le ministre auprès de la Présidence chargé des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement a ordonné l'arrêt immédiat des travaux de remblayage de Marais Masay, entrepris par la société mauricienne Sun & Son. Lors d'une descente sur le terrain, il a annoncé qu'un déblaiement du site sera opéré. « Les textes interdisant tous travaux de remblayage sur la grande plaine d'Antananarivo restent en vigueur et doivent être respectés, aussi bien par les citoyens malgaches que les ressortissants étrangers », a-t-il rappelé. Cette décision « unilatérale » du ministère n'a pas réjoui la mairesse de la ville d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana. « Je suis le Maire de la capitale. Le ministre aurait dû venir me voir avant de prendre une décision », a indiqué Lalao Ravalomanana, hier, en marge de sa rencontre avec la délégation de l'Agence Française de Développement. Elle trouve inadmissible, le débarquement de camions en pleine nuit pour déblayer le terrain. Selon ses explications, un renouvellement d'autorisation a été accordé à cette société mauricienne dans le cadre d'une politique de continuité. En effet, la société a reçu une autorisation de la Commune Urbaine d'Antananarivo pour la construction d'un grand hôtel sur ce terrain en 2008. Henri Randriantiana, Conseiller technique du maire, a ajouté par ailleurs, que ce terrain a été qualifié de « zone urbanisable » par l'Autorité pour la Protection contre les Inondations de la Plaine d'Antananarivo (APIPA). (Madagascar-Laza, p.2 ; Midi Madagasikara, p.2 ; L'Observateur, p.6 ; Tia Tanindrazana, p.3)

- **Madagascar Matin** reste convaincu que le remblayage constitue un risque grave d'inondation des zones basses et humides aux alentours du Marais Masay. Le quotidien ne s'étonne pas que Lalao Ravalomanana ait pris la défense de l'opérateur mauricien. Considérant le sort des marchands ambulants, il souligne, en effet, que « la mairesse ne défend jamais Antananarivo (...) et ne travaille que pour les riches ». (p.4)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

SOAMAHAMANINA : LES AUTORITES LOCALES SOUPÇONNENT DES DESSOUS POLITIQUES

Les autorités du district de Miarinarivo et les autorités locales de la commune rurale de Soamahamanina ont assisté, hier, à l'ouverture officielle de l'exploitation minière de la société Jiuxing Mines, sise dans ladite commune. L'événement survient 24 heures après la manifestation tenue par les riverains. Concernant ce mouvement, justement, le maire de Soamahamanina, Zo Théophile Rabesahala subodore des dessous politiques. Il déplore le manque de communication concernant le Code minier, ce qui laisse place aux rumeurs. Pour rappel, un comité des sages a été mis en place pour régler le litige. Selon les explications de son président, le comité est « le porte-parole du peuple ainsi que celui de la société ». Le Directeur Général de la société Jiuxing Mines, pour sa part, a déclaré être « prêt à travailler avec les autorités locales et la population ». (Midi Madagasikara, p.2)

- **Madagascar-Laza** a rapporté qu'une cérémonie rituelle a été organisée dans la localité, hier, pour marquer la réconciliation entre la population et la société Jiuxing Mines. Le quotidien rassure que la société promet de respecter le cahier des charges. « 70% de ses employés seront de nationalité malgache (...) Un contrat spécial a été conclu entre la société et la population touchée par le projet. La société s'engage à payer 700 000 Ariary par mois pour la location du périmètre minier », précise-t-il. (p.2)
- **Les Nouvelles** a donné l'opportunité à la société Jiuxing Mines d'apporter des explications. « La société minière est en règle vis-à-vis des autorités (...) Les propriétaires des terrains prévus pour l'exploitation ont donné leur accord et ont reçu des indemnités à hauteur de 20 millions d'Ariary en acompte des loyers mensuels de 700 000 Ariary », a précisé Dany Rasolomanana, Directeur technique de la société. Il a également profité de l'occasion pour critiquer le manque d'objectivité des évêques intervenus dans l'affaire, qui selon lui « n'ont pas joué leur rôle dans l'apaisement et la médiation qui sont leur devoir ». Pour rassurer l'opinion publique, Dany Rasolomanana a démenti les rumeurs selon lesquelles les travaux toucheront les lieux sacrés et les tombeaux » (p.9)
- **Madagascar Matin** a fortement critiqué l'attitude du maire de Soamahamanina, Zo Théophile Rabesahala. « Après avoir été traité de traître par les riverains, pour avoir cédé des terrains aux Chinois, le maire a intégré le comité de concertation (...) Le même maire fut pourtant celui qui a coupé le ruban lors de l'inauguration de l'exploitation. En même temps, il a déjà promis de se joindre à la lutte pour expulser définitivement la société chinoise des lieux », s'indigne le quotidien. (p.3)
- **La Gazette de la Grande île** estime que le litige entre la société Jiuxing Mines et la population locale résulte du manque de transparence de l'Etat. Le quotidien appelle les dirigeants à dévoiler les termes exacts de l'accord passé entre l'Etat et la société chinoise, pour éviter les foyers de tension. (p.12)

SEMPAMA NOSY : MANIFESTATION DEVANT LE MINISTERE DES FINANCES

Le syndicat des enseignants de Madagascar ou Sempama Nosy a organisé une manifestation devant le ministère des Finances et du Budget, hier, pour contester les agissements

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



« déloyaux » des responsables dudit département. Ils revendiquent la révision à la hausse de leurs indemnités et le paiement des subventions des maîtres FRAM. « La rencontre que nous devons avoir avec les décideurs de ce ministère, lundi dernier, était censée apporter la solution à tous nos problèmes. Contre toute attente, on nous a dit qu'aucun des responsables aptes à donner une réponse favorable à nos attentes n'était disponible », a déploré Arsène Ratolojanahary, président du syndicat. Une nouvelle rencontre avec les responsables du ministère est prévue ce jour. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, les enseignants prévoient de passer à la vitesse supérieure et d'observer une grève « plus violente ». (Midi Madagasikara, p.13 ; Madagascar-Laza, p.8 ; Les Nouvelles, p.8)

INSECURITE : DOUBLE ATTAQUE SUR LES PISTES D'ANKAZOABO SUD

Hier à 8 heures du matin, un véhicule de l'armée a été assailli par des voleurs de bovidés ou « dahalo » à Berenty. Trois militaires dont un lieutenant et un adjudant ont été grièvement blessés. Vers 11 heures, un camion taxi-brousse, de la coopérative Bilomalaza, à destination de Beroroha, a de nouveau été victime d'une soixante-dizaine de « dahalo ». Selon les explications du député Harifanja Razafindrakoto, les bandits ont ouvert le feu depuis leur cachette. Une salve de plombs s'est abattue sur le camion, provoquant une crevaison. Pris de court, le conducteur a perdu le contrôle du poids-lourd, lequel a fait une sortie de route avant de basculer. Le bilan est particulièrement lourd : 29 personnes ont péri, dont 8 enfants et un gendarme. Sans plus attendre, les membres de l'organe mixte de conception du district d'Ankazoabo ont organisé une réunion d'urgence afin de décider des mesures à prendre. A l'issue de la rencontre, 50 gendarmes et militaires ont été déployés sur les lieux. Une équipe de secours du ministère de la Santé a également été dépêchée dans la localité pour prêter main-forte à l'équipe sur place. (Les Nouvelles, p.5 ; Midi Madagasikara, p.44 ; L'Express de Madagascar, p.10 ; La Vérité, p.5 ; La Gazette de la grande île, p.13 ; Tia Tanindrazana, p.3)

Format de couverture

Dans une interview exclusive accordée au quotidien **Les Nouvelles**, Sindiso Ndema Ngwenya, Secrétaire général du Marché commun de l'Afrique orientale et australe ou COMESA a mis en avant les enjeux de l'intégration de Madagascar dans la plateforme. « La dimension de marché du COMESA est très importante. (...) Plus un pays va s'intégrer au sein de la région, plus il aura la chance de s'intégrer dans le commerce mondial », a-t-il exposé. Selon lui, Madagascar peut tirer bénéfice de cette appartenance. « A titre d'illustration, la région du Comesa importe du riz venant de l'Asie avec une quantité de variantes s'élevant à des millions de tonnes. Madagascar peut être le grenier pour la région, car le pays possède déjà ces variétés de riz », explique-t-il. Touchant mot sur le prochain Sommet en octobre, il est convaincu que la Grande île réunit les conditions socioéconomiques nécessaires pour accueillir l'événement. « Le fait que 19 pays membres aient décidé de maintenir ce Sommet reflète cette confiance en la normalisation de la situation à Madagascar et que le pays va maintenant retrouver une stabilité politique » a-t-il soutenu. Il a, d'ailleurs, travaillé pour la préparation de cette rencontre depuis plus d'un an. (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



Les Nouvelles, p. 2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

